

## INTRODUCTION GÉNÉRALE

# La trajectoire de Madagascar au prisme de ses crises

Mireille RAZAFINDRAKOTO, François ROUBAUD  
et Jean-Michel WACHSBERGER

Deux représentations de Madagascar sont aujourd'hui concurrentes. La première, héritée d'une longue histoire, est celle d'un quasi-eldorado. Dès le xvii<sup>e</sup> siècle, la description apologétique, par Étienne de Flacourt (1661), des richesses du pays, des savoir-faire des populations et de leur malléabilité avait abondamment nourri l'imaginaire colonial. Plus tard, dans les années 1930, c'est la propagande du gouverneur Cayla qui avait contribué à propager l'idée d'une « Île heureuse » (Fremigacci, 2014). Aujourd'hui, de nombreux récits de voyage et livres de photos présentent le pays comme un Éden à préserver: beauté époustouflante des paysages, gentillesse et douceur des habitants, diversité de la faune et de la flore. La banque de photographie Shutterstock sur Madagascar, où la Banque mondiale a puisé en 2016 les illustrations d'une publication sur la pauvreté (Banque mondiale, 2016), traduit à merveille ce capital imaginaire.

Il entre aujourd'hui cependant en opposition avec une toute autre évocation. Observations des agences de développement, rapports d'expert, articles de presse ou documentaires, concourent parfois à diffuser l'image d'un pays secoué par les crises et dont la dégradation est inquiétante. Des articles de presse et reportages sur Madagascar alimentent régulièrement cette vision en rivalisant de sensationnalisme macabre. L'article du *Figaro magazine* qui décrivait, à quelques jours du premier tour de l'élection présidentielle d'octobre 2013, ce qui constituait, selon son auteur, « l'enfer du décor » malgache (Baran, 2013) est emblématique, dans sa version extrême, de ce nouveau regard. On y découvre un pays abandonné par l'État, déserté par les autorités locales et gangréné par la corruption et les trafics crapuleux. Au-delà de la presse<sup>1</sup>, des rapports d'expert peuvent aussi nourrir cette vision. Un an après l'article cité ci-dessus, une analyse prospective de L'Institut Français des Relations

---

1. Des articles dans les blogs s'inscrivent dans le même registre (voir par exemple: Bat, 2016).

Internationales faisait à son tour, dans des termes très forts, un inventaire des maux qui guettaient le pays : « risque d'enracinement d'une économie mafieuse ; transformation du phénomène *dahalo*<sup>2</sup> en mouvement organisé de contestation de l'État central, enjeux nationalistes associés au dossier des Îles Éparses<sup>3</sup>, développement exponentiel de l'islam » (Pellerin, 2014). Trois ans plus tard et poursuivant dans la même veine, ce même auteur décrit une situation encore plus apocalyptique (Pellerin, 2017a). Dans une nouvelle note à mi-chemin entre l'analyse scientifique mobilisant le cadre théorique de la criminalisation de l'État (Bayart *et al.*, 1997) et le rapport de renseignement, émaillé d'anecdotes, Madagascar s'enfonce encore un peu plus : aux traditionnels pillages des ressources naturelles et d'espèces protégées, effectués désormais à grande échelle, viennent s'ajouter de nouveaux trafics en tout genre : drogues, cloches d'église et ossements humains (!), dans un contexte de violence débridée et en expansion (balkanisation des forces de sécurité, « milicianisation » rampante de la société, multiplication des bandes de *dahalo* qui se comptent en milliers, kidnapping contre rançons, lynchages et autres explosions de justice populaire toutes plus sanguinaires les unes que les autres). La question de l'islami-sation et de la menace terroriste continue d'alimenter les peurs, rampantes dans la presse internationale (voir l'article de l'envoyée spéciale du journal Libération le 29 novembre ; Chalvon, 2017), mais débridées dans la presse malgache (avec par exemple ses 2000 mosquées en construction ; La Gazette de la grande Île, 2016) et surtout sous forme de rumeurs invérifiables (*tsaho*) (barbus qui sillonnent le pays, centres d'endoctrinement salafistes, départs en Syrie, centaines de milliers de Malgaches qui se convertissent à l'islam chaque année...), relayées et dénoncées par M. Pellerin (2017b), dans son nouvel opus.

Plus mesurés, les derniers rapports des bailleurs de fonds font écho, et d'une certaine façon renforcent, cette geste noire. Ainsi, Madagascar est apparu en 2014 parmi les États identifiés comme fragiles ou en état de fragilité par les institutions internationales de soutien au développement (voir par exemple World Bank, 2016 ; OCDE, 2016 et 2017). Au-delà de leurs divergences sur les critères retenus (évaluation du cadre institutionnel du pays sur la base ou non d'un système de notation normalisé ; prise en compte ou non de l'importance – à l'aune de leur durée et du nombre de victimes – des conflits politiques ; mesure ou non des défaillances de l'État), ces classements visent à rendre compte de la faible capacité de régulation politique, économique et sociale de l'État et des risques qui en découlent pour la stabilité du pays et de ceux qui lui sont liés.

---

2. « Voleurs de bœuf ». Le phénomène de vol de zébus, empruntant initialement à la tradition Bara, connaît une extension considérable depuis plus d'une vingtaine d'années.

3. Les îles Éparses, actuellement sous souveraineté française, constituent un objet de controverse entre la France et Madagascar (mais aussi avec les Comores, Maurice et le Mozambique), chacun revendiquant sa souveraineté. L'enjeu est la délimitation de zones économiques exclusives et la propriété sur les ressources potentielles en hydrocarbure, notamment dans le canal du Mozambique.

Il est bien difficile pour des chercheurs travaillant à et sur Madagascar avec les instruments de la science d'échapper au poids de ces représentations, et plus particulièrement lorsqu'ils travaillent sur les crises. Leur mise en perspective incite cependant à la prudence et la distanciation. Si l'une et l'autre visions (laudative d'un côté et dépréciative de l'autre) se nourrissent bien évidemment de la réalité, les deux sont aussi le produit d'une construction dont l'histoire est encore à écrire. Leur concomitance n'est pas sans rappeler, dans un registre différent, la description donnée par Lyautey il y a plus d'un siècle de deux mondes qui se juxtaposent (Lyautey, 1935; cité par Raison-Jourde et Roy, 2010; voir également Fremigacci, chapitre 5 dans cet ouvrage). Dans un texte datant de 1901, alors qu'il conduit les troupes coloniales, il décrit le sud de Madagascar comme « une coupe géologique, où s'étagent tous les âges de l'histoire » : depuis « le degré le plus avancé de la civilisation moderne » (les Hova de Fianarantsoa) jusqu'aux « âges préhistoriques », sauvages et violents (extrême sud de l'île). Si on revient à l'opposition aujourd'hui entre deux représentations extrêmes, elle est certes exacerbée à Madagascar, mais elle peut être replacée dans le contexte plus général de l'éternelle querelle entre « afro-pessimistes » et « afro-optimistes ». D'ailleurs, les deux vitrines antagoniques pourraient très bien coexister, comme les deux faces d'une même réalité, superposées ou étagées.

Pour comprendre la trajectoire du pays, il est ainsi nécessaire de dépasser l'effet de sidération produit par cette imagerie, en adoptant une posture distanciée et en inscrivant la réflexion dans la longue durée. La trajectoire de l'économie malgache est en effet d'abord une *énigme*, à savoir qu'elle suit une tendance récessive depuis l'indépendance. En dollars constants, la Grande Île a vu le pouvoir d'achat de sa population amputé d'un tiers de sa valeur entre 1950 et 2015, sans que les théories du développement, traditionnelles ou récentes, ne permettent d'expliquer cette trajectoire. Mais cette énigme se double aussi d'un *paradoxe*. Chaque fois qu'un épisode de croissance s'est fait jour, une crise de nature socio-politique est survenue pour interrompre la dynamique enclenchée. Instabilité politique et involution économique semblent ainsi indissociablement liées. Les éditeurs scientifiques de cet ouvrage s'interrogent depuis plusieurs années sur ce *mystère* malgache. Investis depuis le milieu des années 1990 dans des recherches ciblées dans et sur le pays, ils se sont engagés au début des années 2010 dans un programme comparatif international de recherche piloté par l'Agence française de développement (AFD) intitulé « Gouvernance, institution et croissance de long terme » qui visait, dans la lignée des travaux de North *et al.*, (2009), à produire, pour chaque pays ciblé, des analyses plus larges d'économie politique. Le résultat de cette première recherche, poursuivie pendant plusieurs années, vient tout juste d'être publié (Razafindrakoto *et al.*, 2017). Les auteurs y proposent leur interprétation de la façon dont Madagascar fonctionne et font apparaître la nécessité d'une approche globale intégrant, dans la longue durée, les dimensions politique, économique et sociale. Dans cette

perspective, ils avaient déjà proposé en 2014 à la revue *Afrique contemporaine* d'éditer un numéro spécial pluridisciplinaire sur cette question, qui, compte tenu des contraintes éditoriales, n'avait pu retenir que 6 contributions (Razafindrakoto *et al.*, 2014).

Le présent livre complète ces deux ouvrages. 19 spécialistes de Madagascar y apportent leur contribution à l'élucidation du *mystère* malgache (portant à 25, avec les auteurs précédents, le nombre de contributeurs engagés dans cet objectif). Son originalité tient d'abord à la pluralité des formations disciplinaires et des rattachements institutionnels des auteurs. Pour répondre à la question posée, six disciplines des sciences sociales (économie, sociologie, histoire, droit, science politique et anthropologie) ont été mises à contribution par des chercheurs ou enseignants-chercheurs, des responsables d'organisations internationales à Madagascar ou encore des acteurs de la scène malgache. La diversité des analyses qui en découle, conduisant à un décentrement du regard, est une source indéniable d'enrichissement pour la réflexion. Mais l'intérêt de la démarche tient aussi à l'incitation faite aux contributeurs à discuter entre eux et situer leurs analyses les unes par rapport aux autres, dans une perspective transdisciplinaire. Les auteurs se sont lus, se sont retrouvés lors d'une séance collective de travail, ont parfois infléchi ou modifié par la suite leur propos. L'ouvrage y gagne ainsi une unité qui manque trop souvent aux ouvrages collectifs.

Le livre se compose de deux parties, l'une présentant des éclairages économiques, l'autre des éclairages socio-politiques. Cette construction n'a pas pour objectif de séparer strictement les deux types de facteurs explicatifs. Les travaux de la première partie suggèrent que l'économie malgache est encastrée dans les structures sociales et a sa propre historicité. Ceux de la seconde partie analysent aussi les liens de causalité entre phénomènes socio-politiques et phénomènes économiques. Le zoom spécifique sur les facteurs économiques vise cependant à répondre à ce qui constitue, selon les éditeurs scientifiques, un manque dans les analyses de long terme sur Madagascar. Alors que la littérature de type socio-historique est abondante et de qualité, l'histoire et l'analyse économiques restent encore singulièrement balbutiantes. Les six textes originaux présentés ici combleront donc en partie ce manque.

Philippe Hugon, professeur émérite d'économie à Paris X-Nanterre, spécialiste de l'économie de l'Afrique et plus spécifiquement de Madagascar, ouvre la réflexion en présentant un modèle d'intelligibilité de l'économie malgache reposant sur la combinaison d'approches microéconomiques (par le comportement des acteurs) et macroéconomiques (par l'analyse des structures socio-économiques), et prenant en compte le rôle respectif des facteurs internes et externes. Ce faisant, il ouvre deux grandes questions, d'ailleurs liées entre elles, qui vont se retrouver, avec des réponses différentes, dans plusieurs chapitres du livre : celle de l'importance des facteurs culturels dans le comportement des acteurs et celle du poids des contraintes et interventions extérieures dans la trajectoire involutive malgache et la succession des crises. Sur la première, il indique

la nécessité de prendre en compte dans l'analyse du comportement économique des acteurs un certain nombre de traits culturels tout en se refusant à les essentialiser et reconnaissant qu'ils se modifient dans le temps et varient selon le statut social des acteurs et le contexte dans lequel ces derniers interviennent. Sur la seconde question, l'auteur appelle à dépasser les approches monocausales pour présenter une analyse intégrée et dynamique du processus involutif malgache.

Le deuxième chapitre se situe également dans une perspective de long terme. Il se présente comme une enquête policière et un défi : L'auteur, Alain D'Hoore, économiste principal à la Banque mondiale en poste à Madagascar de 2011 à 2013, rassemble les séries statistiques longues disponibles sur Madagascar pour construire un raisonnement sur les sources de blocages. Avec une grande honnêteté et dans un esprit pédagogique, il estime qu'en dépit des imperfections des données agrégées, il est possible de poser le double diagnostic d'un sous-investissement privé et public chronique (d'origine interne mais accentué par les chocs externes) et d'une ponction continue sur les produits agricoles (donc sur les plus pauvres) par le biais des distorsions de prix. L'auteur estime alors que la trajectoire économique malgache s'explique d'abord par des « mauvais » choix politiques (en termes d'investissement public et de politique des prix – même si celle-ci s'est améliorée depuis les années 1990) et que les crises politiques ne sont au plus qu'un facteur aggravant et secondaire de cette trajectoire. Inversement, il fait aussi l'hypothèse que ces dernières suivent une dynamique essentiellement politique, donc relativement indépendante des évolutions économiques. Reconnaisant cependant qu'il n'explique pas l'énigme de la persistance de ces « erreurs » politiques et tout particulièrement de l'incapacité « structurelle » à répondre aux demandes de base de la population, il renvoie alors à la nécessité de prolonger son travail en développant des analyses d'économie politique, notamment de la taxation.

Le troisième chapitre renforce le précédent en apportant un étayage supplémentaire à la thèse du sous-investissement public chronique par une analyse fine du profil de la dépense publique. Les auteurs, Jean-David Naudet, chercheur en économie et directeur de l'Agence Française de Développement à Madagascar de 2012 à 2016 et Linda Rua, doctorante en économie à l'Université de Paris-Dauphine, montrent que le secteur public malgache, mesuré par la dépense publique par habitant, est un des plus limités du monde, et qu'il connaît une érosion continue depuis quatre décennies. Ils établissent alors que cette étroitesse des dépenses publiques s'explique par une insuffisance structurelle des recettes fiscales et de l'Aide Publique au Développement (Madagascar apparaissant en 2010 comme le pays le plus « sous-aidé » de la planète). Les auteurs s'efforcent ensuite de déterminer si ces éléments sont subis ou entretenus. Il ressort de leurs analyses que le montant des recettes fiscales n'est pas tant dû à une incapacité administrative à faire « rentrer l'argent » mais à la faiblesse structurelle des taux d'imposition, l'étroitesse des assiettes sur lesquelles ils repo-

sent et la généralisation des exemptions. Quant à la limitation de l'aide, si elle tient en partie aux choix des bailleurs, les auteurs montrent de façon convaincante qu'elle est aussi, sinon surtout, entretenue par la timidité de la demande d'aide. Finalement les auteurs concluent que cette érosion continue de la dépense publique pourrait être le résultat d'une spirale, entretenue par la volonté des élites au pouvoir de ne pas rompre les fragiles équilibres sur lesquels leur pouvoir repose, et permise par une « exceptionnelle tolérance de la société à une faible fourniture de services publics ».

Les quatrième et cinquième chapitres sont écrits par deux historiens spécialistes de Madagascar, le premier ayant succédé au second comme titulaire de la chaire « Histoire de l'Afrique » à l'Université de Paris I Panthéon-Sorbonne. Dans le chapitre 4, Samuel Sanchez s'intéresse lui aussi à la fiscalité de l'État mais en remontant à la période coloniale et précoloniale. Si l'extraversion était une caractéristique de l'économie malgache précoloniale et le commerce extérieur une source importante de ressources fiscales dans un contexte de faible monétarisation, l'annexion de Madagascar par la France a modifié en profondeur la structure fiscale de l'État. L'obligation faite aux colonies de s'autofinancer et le pacte colonial imposant une franchise presque totale de taxes sur le commerce extérieur ont obligé l'État à faire reposer ses recettes sur la production et le commerce intérieurs donc, compte tenu de la concurrence à bas coût des produits importés sur les industries locales, sur le monde agricole, via les taxes sur les individus et le bétail. Ce choc externe de la colonisation pourrait ainsi avoir durablement imprimé sa marque sur les structures économiques et fiscales malgaches, en comprimant le pouvoir d'achat de la population, en freinant le développement des industries locales et en accordant des avantages exorbitants aux oligarchies extractives.

Dans le chapitre 5, Jean Fremigacci s'interroge, lui, sur la difficulté d'émergence d'une classe d'entrepreneurs à Madagascar. Puisant dans les profondeurs historiques, il tente d'expliquer la permanence au fil du temps d'un modèle économique de prédation au détriment d'un modèle de production. Les conditions initiales de peuplement de l'île par un petit nombre d'austro-nésiens luttant contre la nature sur un territoire immense, l'instauration de sociétés strictement hiérarchisées et d'une organisation sociale autour de communautés lignagères territorialisées sous les royaumes, puis la nature du système colonial favorisant l'économie de traite tout en figeant les structures sociales précédentes, auraient permis le développement d'une culture économique de prédation, sous contrôle de l'État, et étouffé les initiatives productives. Faute d'une bourgeoisie d'affaire nationale, cette structure économique n'aurait par la suite pas été fondamentalement modifiée par les régimes post-indépendance. Cela ne signe cependant pas pour l'auteur l'impossible développement d'une classe capitaliste. Des éléments récents lui font se demander s'il y a des raisons d'espérer. L'accès de M. Ravalomanana au pouvoir a en effet constitué une première inflexion au modèle, même si ce dernier a fini par céder à la tentation de la prédation. La crise politique ouverte en 2009, et qui a duré plusieurs

années, a également contribué à modifier cette organisation générale en permettant le développement d'un pouvoir économique autonome vis-à-vis de l'État, voire même ayant un pouvoir sur l'État. Du côté de la population, l'explosion démographique et l'urbanisation seraient propices à la désintégration des cadres sociaux qui brisaient l'initiative individuelle.

Le dernier chapitre de cette première partie, écrit par trois spécialistes d'économie de l'environnement, Vahinala Raharinirina, chercheuse au centre de recherche international REEDS de l'Université de Versailles Saint Quentin, Jean-Marc Douguet, maître de Conférences à l'Université de Paris-Saclay et Joan Martinez-Alier, ancien président de la *Société internationale pour l'économie écologique*, défend la thèse que les crises politiques qu'a connues le pays depuis les années 1990 sont étroitement liées aux conflits autour de l'appropriation des richesses écologiques, dans un contexte de libéralisation et de désengagement de l'État. La conservation de la nature et la valorisation des ressources naturelles constituent en effet une manne financière qui attise les convoitises tant internationales que nationales. Les investissements directs étrangers dans les industries extractives minières, les projets agraires de type agroindustriel et les abatages de bois précieux tendent à se multiplier dans le temps, souvent dans l'opacité la plus grande et sans inclusion des communautés locales. Dans ce contexte, les crises politiques peuvent s'analyser comme des guerres de captation de rente, « entre une élite au pouvoir qui monopolise les flux financiers et les privilèges liés aux différentes filières légales et illicites, et celles qui souhaitent accéder ou revenir au pouvoir pour en bénéficier ». Décortiquant alors finement la succession des politiques environnementales, leurs déterminants en bonne partie internationaux et présentant les acteurs en présence, les auteurs visent à montrer que la « glocalisation » de la rente écologique (c'est-à-dire l'articulation de plus en plus étroite entre les enjeux locaux et globaux) participe au renforcement et à la fréquence des crises.

La seconde partie propose alors d'enrichir la toile de fond des dynamiques économiques par un certain nombre d'éclairages socio-politiques. Le chapitre 7, écrit par David Graeber, professeur à la London School of Economics, célèbre militant anarchiste américain ayant fait sa thèse sur Madagascar, est un travail d'anthropologie politique éclairant d'un jour nouveau les rapports ambivalents de la population au pouvoir, d'hier à aujourd'hui. Analysant les principales sources disponibles sur le pouvoir politique (notamment le fameux recueil du père Callet intitulé *Tantaran' ny Andriana eto Madagasikara*) et des témoignages recueillis dans le village où il a séjourné plusieurs années, l'auteur montre que la littérature malgache du XIX<sup>e</sup> siècle tendant à décrire « les anciens rois sous les traits de sages et bienveillants fondateurs des institutions contemporaines » est en contradiction avec la culture populaire. Celle-ci présente au contraire souvent les rois comme des enfants égocentriques et irresponsables (*maditra*) dont le peuple a la charge, qu'il adule comme on adule son enfant, dont il accepte longuement les caprices, mais qu'il finit aussi par

punir s'ils vont trop loin dans leur attitude. Cette vision particulière du roi comme enfant explique alors la patiente tolérance que le peuple peut avoir vis-à-vis des actions des dirigeants mais porte aussi en germe les éléments de leur contestation. La tradition orale indique ainsi qu'au XVIII<sup>e</sup> et XIX<sup>e</sup> siècle, la nature et l'étendue du pouvoir royal étaient en constante négociation. Elle fournit de nombreux exemples dans lesquels le monarque est destitué, d'une façon ou d'une autre, en raison de son mauvais comportement.

Trois chapitres réfléchissent ensuite aux crises et à leur résolution à partir des stratégies ou tactiques des acteurs en présence. Dans une perspective de sociologie politique, Cécile Lavrard-Meyer, maître de conférences à Sciences-Po Paris, présente une analyse de la succession des crises politiques empruntant au modèle d'analyse des crises de Michel Dobry (1986). Elle s'intéresse ainsi moins à leurs causes profondes et structurelles qu'aux jeux d'acteurs qui les font advenir et parfois même les expliquent. Se basant sur une analyse critique de plus de 60 heures d'entretiens avec D. Ratsiraka complétée par une riche documentation, elle montre comment l'émergence des crises de 1972, 1991, 2002 et 2009 peut s'analyser comme une conséquence des interactions stratégiques des acteurs politiques en concurrence dont elle détaille de façon minutieuse les coups tactiques et leurs enchaînements. Mais l'intérêt de l'étude ne se limite pas à cette prise en considération des stratégies d'acteurs. Il réside aussi dans l'analyse de la façon dont ces crises politiques nourrissent en retour un processus de délégitimation du politique, affaiblissant le soutien populaire diffus au système politique et renforçant par là même sa fragilité. C'est ce qui constituerait alors le « cercle vicieux crisogène » malgache.

Les deux chapitres suivants poursuivent ces réflexions en termes de stratégies d'acteurs, cette fois, non pour expliquer la survenue des crises politiques mais pour mettre en évidence les mécanismes qui permettent, parfois, d'en sortir. Antonia Witt, enseignante chercheuse à la Goethe-Universität de Francfort, porte son intérêt sur la crise de 2009 et les tentatives de résolution qui ont suivi, en prêtant une attention plus spécifique au rôle et au pouvoir de l'international. À rebours des analyses opposant déterminants externes et internes des crises et de leurs résolutions et exposant souvent leurs rapports en termes de domination/subordination, elle présente les interactions entre acteurs comme constituant une *formation transfrontalière* au sein de laquelle s'ajustent de façon rétroactive les positions des uns et des autres. Elle montre ainsi qu'en dépit de sa volonté d'apparaître comme intervenant de façon concertée et unitaire, la « communauté internationale » est en réalité divisée, tant entre les organismes qui la composent qu'au sein même de ces organismes. La diversité des acteurs extérieurs, ayant des liens différenciés avec les forces politiques malgaches, munis de logiques, savoirs et types de rationalité différents et se concertant dans des espaces multiples, concourut alors à faire de l'intervention extérieure moins une « main puissante » qu'une « diplomatie balbutiante ». C'est ce jeu complexe des stratégies internes et externes qui



déboucha sur un consensus *a minima*, pour faire de la tenue d'élections l'alpha et l'oméga d'une résolution de la crise. Et ce cadre extérieur limité mais contraignant fournit en retour de nouvelles opportunités d'organisation pour les acteurs politiques malgaches et contribua à une recomposition du paysage politique.

Le chapitre 10 prolonge l'analyse précédente en zoomant sur une journée particulière de cette période et en présentant une analyse précise et incarnée des jeux d'acteurs en présence. Son auteur, Jean-Marc Châtaigner, ancien ambassadeur de France à Madagascar de 2009 à 2012, y expose en effet le déroulement de la journée du 29 octobre 2011, à l'issue de laquelle Jean-Omer Beriziky fut nommé premier ministre d'ouverture du régime dit de Transition instauré deux ans plus tôt, et que l'auteur considère comme une étape décisive dans la résolution de la crise politique. Acteur lui-même de cette journée, il ne prétend évidemment pas à une quelconque objectivité, mais montre, par une description de l'intérieur, que les interactions entre acteurs politiques nationaux et internationaux suivent un processus bien plus complexe qu'il n'y paraît, parfois contradictoire, parfois ambigu, au cours duquel stratégies et tactiques, liées aux intérêts, culture et personnalité des uns et des autres, se combinent ou s'entrechoquent conduisant *in fine* à une issue difficilement prévisible.

Les chapitres 11 et 12 s'interrogent sur les institutions démocratiques et leur fonctionnement. Le premier est un travail de philosophie politique. Son auteur, Iharizaka Rahaingason, ancien ministre et chef d'entreprise, porte sa réflexion sur la nature du système politique malgache. En relisant l'histoire politique du pays et en mobilisant tant les philosophies classiques du contrat social que des théories politiques plus récentes sur la formation des États, il fait l'hypothèse que les institutions démocratiques malgaches, caractéristiques d'un État rousseauiste agissant pour le bien commun, auraient été artificiellement importées, après l'indépendance, sans qu'elles ne soient la traduction d'un véritable contrat social. C'est ce décalage entre un régime politique artificiel et inefficace et les rapports de force effectifs dans le pays qui serait alors la source principale de l'instabilité politique. Pour tenter de valider cette hypothèse, il mobilise plus particulièrement le modèle de Bueno de Mesquita *et al.* (2003) qui lie la forme de l'État à la structure sociale et aux rapports de force qui en découlent. En l'appliquant à Madagascar, l'auteur estime alors que, compte tenu du rapport entre les ressources publiques disponibles et mobilisables et le nombre d'*essentiels* (la *winning coalition*), le *leader* n'a aucun intérêt à élargir la base des *influent*s (ceux qui, du fait de leur niveau d'éducation et/ou de richesse peuvent contrecarrer le pouvoir des *essentiels*) au risque de réduire considérablement la part de gâteau reçu par chacun. Seule une augmentation très importante de la coalition gagnante et des *influent*s serait ainsi en mesure d'exercer une pression visant à la redistribution démocratique des richesses.

Le chapitre 12 est, lui, un questionnement sur la Constitution malgache et sur le recours répété (7 fois depuis 1960) aux états d'exception, c'est-à-

dire des périodes au cours desquelles l'État suspend en partie le droit en justifiant cet acte par des circonstances exceptionnelles. Tsiory Razafindrabe, doctorante en science politique à l'université de Paris-Est, rappelle que ces états d'exception soulèvent le problème de l'éclipse du juridique en faveur du politique. Les réflexions théoriques sur le concept d'état d'exception reconnaissent la possibilité pour un État de droit de s'affranchir de la loi ordinaire lorsque sa pérennité, en tant qu'institution, est compromise. Cette possibilité et les modalités de sa mise en place doivent cependant être strictement encadrées par leur inscription dans la constitution ou dans la loi. L'analyse de la situation malgache fait alors apparaître une situation très particulière. Le recours aux états d'exception y est en effet moins souvent lié à la volonté de restaurer l'État de droit qu'à celle du dirigeant de se prémunir contre les tentatives de conquête du pouvoir par ses adversaires, et les modalités selon lesquelles ils sont instaurés sont peu encadrées juridiquement. Les révisions constitutionnelles, également fréquentes, apparaissent alors moins comme la marque d'une évolution du contrat social que comme des procédés permettant au dirigeant de renforcer ses pouvoirs de crise tout en se maintenant dans un cadre légal. Paradoxalement cependant, l'usage du dispositif exceptionnel s'est conclu, le plus souvent, par l'éviction du chef de l'État, ce qui indique la fragilité des équilibres politiques.

Le chapitre 13 fait écho au choc colonial pointé du doigt par Samuel Sanchez dans le chapitre 4. Reprenant une réflexion amorcée il y a plusieurs années, Denis-Alexandre Lahiniriko, maître de conférence en Histoire à l'université d'Antananarivo, fait l'hypothèse que l'insurrection de 1947 et sa répression par l'armée française ont durablement marqué le rapport des Malgaches à la politique. Du fait de l'ampleur et des formes prises par la répression française mais aussi de l'accentuation, dans l'insurrection, des fractures internes à la société, ces événements pourraient avoir constitué un choc traumatique dont les effets en termes d'attitude politique se seraient transmis de génération en génération. Pour valider cette hypothèse, l'auteur adopte une méthodologie originale consistant à comparer le rapport actuel à la politique des Malgaches vivant dans les zones les plus touchées par la répression à celui des autres membres de la communauté nationale. Procédant alors à une analyse économétrique, il montre que les habitants des zones affectées ont une opinion plus critique sur le degré de liberté politique dont ils jouissent, ont plus peur d'exprimer leur opinion, redoutent plus souvent que les périodes électorales ne dégénèrent en conflits violents, et sont, d'une façon générale, plus défiants les uns à l'égard des autres. « Ce passé qui ne passe pas » pourrait ainsi être une des clés de l'analyse de la trajectoire politique malgache de long terme.

Le dernier chapitre s'interroge enfin sur ce qui peut apparaître comme un autre paradoxe malgache: l'instabilité politique récurrente s'accompagne d'un recours à la violence physique particulièrement faible, qu'elle soit d'ordre politique ou criminel, alors que dans le même temps le sentiment d'insécurité est massif et croissant. Les auteurs et éditeurs de ce

livre, Mireille Razafindrakoto, François Roubaud, directeurs de recherche à l'Institut de Recherche pour le Développement et Jean-Michel Wachsbarger, maître de conférence en sociologie à l'université de Lille, s'efforcent d'abord de rassembler les éléments factuels qui attestent de ce faible niveau de violence et tracent à grand trait une histoire de la violence politique, de l'État merina à nos jours. Ils proposent alors un certain nombre d'hypothèses explicatives. Le faible recours à la violence semble d'abord tenir au mode d'organisation des élites, à la fois fragmentées et coupées de la base, donc incapables d'user de cette ressource stratégique dans la compétition politique. Mais il s'explique aussi par le mode de structuration sociale qui maintient la population dans une situation de dépendance symbolique et économique, réduisant sa capacité de mobilisation politique. Le rapport au politique des Malgaches reste en effet marqué par le fatalisme, l'idéalisation du *fhavanana*<sup>4</sup>, l'acceptation de principes de différenciation accordant une inégale valeur aux individus et par la croyance dans le caractère exceptionnel du *Fanjakana*<sup>5</sup>. De plus, leur atomisation et leur niveau de pauvreté ne sont pas propices à des prises de conscience politique. Le faible niveau de violence physique (politique ou criminelle) ne peut donc se comprendre qu'en tenant compte des autres formes de violence, notamment la violence symbolique: moins visible mais tout aussi prégnante, celle-ci prévaut dans le champ économique, social et culturel. Ce complexe a pu jusque-là assurer le maintien du système. La paupérisation et l'accroissement des inégalités pourraient cependant être en passe d'éroder la domination symbolique et de libérer l'expression de violences physiques jusque-là contenues.

Le lecteur aura compris, à la lecture de cette introduction, que l'unité dans l'objectif et la méthode n'implique pas l'uniformité ni la convergence des analyses. Outre que les auteurs présentent parfois des pièces différentes du puzzle, ils se distinguent aussi par l'importance accordée aux grands facteurs explicatifs: poids respectif du politique ou de l'économique, de la culture ou des stratégies d'acteurs, des facteurs externes ou des facteurs internes. Les réponses apportées sont ainsi diverses et parfois même contradictoires. Les éditeurs scientifiques ont cependant estimé que tous ces points de vue, scientifiquement argumentés, enrichis par ceux développés dans les deux autres ouvrages mentionnés plus haut<sup>6</sup>, apportaient des éléments roboratifs de réflexion et participaient ainsi à la constitution d'une intelligence collective. Au lecteur désormais de se faire son idée.

---

4. Le *fhavanana* est une valeur essentielle de la société malgache inscrite depuis 1992 dans le préambule de la constitution de la III<sup>e</sup> République. Ce terme, réputé intraduisible, est souvent décrit comme une manière traditionnelle de vivre les relations interindividuelles, faite de fraternité, de respect mutuel, de recherche de consensus, de cordialité.

5. L'État, le pouvoir politique.

6. En fait, ce travail sur les crises récurrentes et le fonctionnement de Madagascar en tant que société s'inscrit dans un projet éditorial ambitieux que nous avons baptisé *le Quatuor de la Grande Île*: aux trois opus cités s'ajoute un quatrième en cours de rédaction qui porte sur les élites et les relations entre pouvoir et citoyens.

## Références

- BANQUE MONDIALE, 2016, « Changements de fortune et persistance de la pauvreté à Madagascar : récentes découvertes », *Working paper*, n° 113582, 257 p.
- BARAN Claudie, 2013, « Madagascar, l'enfer du décor », *Le Figaro magazine* [<http://www.lefigaro.fr/international/2013/10/17/01003-20131017ARTFIG00486-madagascar-l-enfer-du-decor.php>].
- BAT Jean-Pierre, 2016, « Et pour quelques zébus de plus... trafics et insécurités à Madagascar », *Libération*, Blog Libefrica4, 16 octobre.
- BAYART Jean-François, ELLIS Stephen, HIBOU Béatrice, 1997, *La criminalisation de l'État en Afrique*, Bruxelles, Éditions Complexe, 167 p.
- BUENO DE MESQUITA Bruce, SMITH Alastair, SIVERSON Randolph M., MORROW James D., 2003, *The Logic of Political Survival*, Cambridge, MA: MIT Press, 536 p.
- CHALVON Solène, 2017, « Églises, mosquées... Dieu est partout », *Libération*, 29 novembre 2017 [[http://www.liberation.fr/planete/2017/11/17/madagascar-eglises-mosquees-dieu-est-partout\\_1610867](http://www.liberation.fr/planete/2017/11/17/madagascar-eglises-mosquees-dieu-est-partout_1610867)].
- DOBRY Michel, 1986, *Sociologie des crises politiques. La dynamique des mobilisations multisectorielles*, Paris, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, « Références », 320 p.
- FLACOURT Étienne de, 1661, *Histoire de la Grande Isle Madagascar*, Paris, P. Bienfait, 151 p.
- FREMIGACCI Jean, 2014, *État, économie et société coloniale à Madagascar*, Paris, Éditions Karthala, 632 p.
- 2018, « De la difficulté historique de faire émerger une classe d'entrepreneurs à Madagascar », chapitre 5 dans cet ouvrage.
- LYAUTEY LOUIS Hubert, 1935, *Lettres du Sud de Madagascar. 1900-1902*, Paris, Librairie A. Colin, 312 p.
- LA GAZETTE DE LA GRANDE ÎLE, 2016, « 2000 mosquées : le contrat signé par l'État », 24 mars 2016 [<https://mcmparis.wordpress.com/2016/03/25/2000-mosquees-lislam-a-madagascar/>].
- NORTH Douglass, WALLIS John, WEINGAST Barry, 2009, *Violence and Social Orders. A Conceptual Framework for Interpreting Recorded Human History*, Cambridge, Cambridge University Press, 327 p.
- OCDE, 2017, *États de fragilité 2016. Comprendre la violence*, Paris, Éditions OCDE, 200 p.
- 2016, *États de fragilité 2015. Réaliser les ambitions de l'après-2015*, Paris, Éditions OCDE, 136 p.
- PELLERIN Mathieu, 2014, « Madagascar : gérer l'héritage de la transition », *Note de l'Ifri*, juillet, 28 p.
- 2017a, « Madagascar face à la criminalité multiforme », *Note de l'Ifri*, mars, 26 p.
- 2017b, « L'islamisation à Madagascar », *Note de l'Ifri*, n° 8, mars, 26 p.
- RAISON-JOURDE Françoise, ROY Gérard, 2010, *Paysans, intellectuels et populisme à Madagascar : de Monja Jaona à Ratsimandrava, 1960-1975*, Paris, Karthala, 490 p.
- RAZAFINDRAKOTO Mireille, ROUBAUD François, WACHSBERGER Jean-Michel, 2017, *L'énigme et le paradoxe : économie politique de Madagascar*, Paris et Marseille, IRD/AFD édition, 282 p.

RAZAFINDRAKOTO Mireille, ROUBAUD François, WACHSBERGER Jean-Michel (dir.), 2014, *Madagascar : anatomie d'un état de crise*, numéro spécial *Afrique contemporaine*, n° 251, 193 p.

WORLD BANK, 2016, « Harmonized List Of Fragile Situations » [<http://www.worldbank.org/en/topic/fragilityconflictviolence/brief/harmonized-list-of-fragile-situations>].

Razafindrakoto Mireille, Roubaud François, Wachsberger J.M. (2018).

La trajectoire de Madagascar au prisme de ses crises : introduction générale.

In : Razafindrakoto Mireille (ed.), Roubaud François (ed.), Wachsberger J.M. (ed.) Madagascar, d'une crise à l'autre : ruptures et continuités.

Marseille (FRA) ; Paris : IRD ; Karthala, 7-19. (Hommes et Sociétés).

ISBN 978-2-7099-2640-9